

Non à une régionalisation low-cost, en sacrifiant les éditions nationales de France 3 !

Pour le SNJ, le projet Tempo annoncé en juillet est une déflagration. La présidente de France TV l'a dit : la suppression du 12/13 et du 19/20 national n'est pas négociable, pas de discussion possible. Que les choses soient claires, nous n'accepterons pas ce projet. Après celle du Soir 3, la disparition des éditions nationales de France 3 est une atteinte au pluralisme de l'information. Elle ne peut être ni un préalable, ni la finalité d'un projet opaque, toujours sans contenu.

Une période terrible d'incertitude s'ouvre au siège comme en régions pour tous ceux qui travaillent pour ces éditions.

De plus, au-delà du sort des salariés du siège, Tempo, annoncé sans moyens supplémentaires par la présidente, est une régionalisation low-cost, pour élaborer une heure d'information midi et soir en régions. Une « intention stratégique » dans le jargon des directions, une fausse proximité, un pur mirage éditorial.

Tempo est un projet politique et économique dont le but est de faire croire qu'à bas coût France 3 deviendrait une chaîne plus régionale qu'aujourd'hui.

Mandat est donné au Conseil Syndical du SNJ France Télévisions de combattre ce projet funeste en créant les conditions d'une mobilisation commune en intersyndicale avec les salariés du siège et ceux des régions.

Réunis en Assemblée Générale les militants du SNJ France TV appellent les salariés à boycotter, pour ne pas cautionner, les ateliers dits de « co-construction » qui seront en réalité des ateliers de «co-destruction ».

Le Conseil syndical du SNJ France Télévisions est également chargé de préparer, en liaison avec tous les adhérents, un contre-projet qui mettra l'information au cœur d'une réforme ambitieuse.

Enfin, notre objectif est désormais de sensibiliser notre public par tous les moyens (réseaux sociaux, presse...) afin de créer une prise de conscience citoyenne contre ce projet qui constitue une atteinte fondamentale à l'information indépendante de service public.

Paris, le 8 novembre 2022